

ELECTIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EDF



Les salariés d'EDF et de certaines de ses filiales vont élire leurs 6 représentants salariés au conseil d'administration EDF qui compte 18 administrateurs en tout. Ils voteront sur tous les grands projets que mènera EDF dans les quatre années à venir et la CGT compte bien maintenir voire améliorer le nombre de 3 administrateurs salariés parrainés par la CGT (AS CGT) à ce CA.

ELECTION DES SALARIÉS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EDF

Elire un maximum de représentants CGT pour défendre la pérennité du groupe dans son modèle intégré, avec une vision industrielle de long terme, totalement à l'opposé d'une politique financière qui ne vise que la rémunération immédiate des actionnaires : c'est tout l'enjeu des élections du 7 juin au 13 juin.

Véritables relais des salariés, les AS CGT remontent les difficultés rencontrées dans le quotidien de travail, et portent leurs propositions directement au PDG d'EDF qui préside le conseil d'administration et aux représentants de l'Etat qui y siègent. De par leurs expériences professionnelles et syndicales variées et complémentaires, aussi bien nationales qu'inter-nationales, les AS CGT s'appuient sur la fédération et la confédération où un collectif d'AS confédéral se réunit tous les trimestres.

Filialisations, fermetures (de moyens de production thermiques et nucléaires, de sites industriels et tertiaires, de boutiques EDF), baisse des effectifs généralisée... telles sont les orientations récentes du groupe EDF et qui traduisent un changement important des finalités de l'entreprise, du sens donné au travail, dans lesquels nombre de salariés ICT ne se retrouvent plus.

Durant la précédente mandature les AS CGT ont par exemple voté pour :

- L'augmentation de capital de 4 Md €, mais en y opposant la politique de dividendes trop élevés, qui a placé l'entreprise dans une situation financière difficile.
- Les projets renouvelables qui favorisent une filière industrielle en France et créent réellement de l'activité dans EDF (Eolien en mer français, hydraulique, différents projets éoliens et solaires...).

Mais ils ont aussi voté contre :

- La politique de dividendes qui a conduit l'entreprise à verser 22 Md € de dividendes à ses actionnaires depuis 2004, aggravant ainsi son endettement et au détriment des salaires et des emplois.
- Le plan moyen terme 2019-2022 qui diminue les effectifs en vue d'augmenter les profits financiers à court terme en oubliant les conséquences techniques et humaines.
- Le projet d'EPR à Hinkley Point (GB) avec tous les risques qu'il comporte pour l'entreprise à l'heure du Brexit.
- La fermeture de Fessenheim : un gâchis économique,

L'hydraulique, 1^{ère} source EnR en France, financée par la nation, est menacée de privatisation

social et environnemental.

La programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) va dans le mur !

Dans sa version actuelle la PPE envisage la fermeture de nombreux moyens de production que la CGT juge pourtant nécessaires à la sécurité d'approvisionnement et donc à notre mission première : produire et acheminer en toute fiabilité l'électricité, produit de première nécessité, non stockable... Ces fermetures sont incohérentes avec l'objectif annoncé de diminution des émissions de gaz à effet de serre, et incompatibles avec la réponse aux besoins de la population, alors que la précarité énergétique se répand.



Le projet de scission d'EDF : une vision financière à court terme dangereuse

La désorganisation du marché de l'électricité risque de signer la fin de l'entreprise intégrée EDF, dont l'efficacité est indiscutée. Seule une entreprise EDF SA intégrée avec une maison-mère forte et puissante permettra d'assurer l'avenir du Groupe EDF, des réseaux sûrs, l'efficacité énergétique avec un mix de production équilibré au service des usagers. La CGT revendique dans ce modèle des garanties sociales harmonisées et de haut niveau.

ENEDIS doit retrouver le chemin de la proximité

Elle a besoin d'investissements, de moyens humains à la hauteur des enjeux, ainsi que de proximité et de péréquation sur l'ensemble du territoire, afin d'assurer une qualité de service et d'intervention 24h/24 pour tous les usagers. L'activité de distribution ne peut pas être la proie d'actionnaires de court terme et n'ayant pas le sens de l'intérêt général. L'effacement et l'interruptibilité ne doivent pas être les solutions à l'équilibre Production-Consommation.

RTE a besoin de travailler en bien meilleure collaboration avec ENEDIS et d'investir sur le long terme dans ses moyens d'exploitation au lieu de tout miser sur les interconnexions.

Le pilotage par la seule gestion financière a montré ses limites

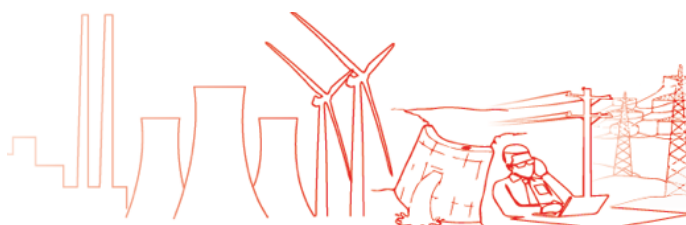
La gestion purement financière, qui rend les dirigeants interchangeable, a déjà fait énormément de dégâts. Dans toutes les unités la réduction systématique et effrénée des coûts au détriment de l'expertise – filière rendue secondaire alors qu'elle est le ciment des savoir-faire – dégrade les conditions de travail. Des investissements qui auraient eu du sens sur une logique de long terme sont sacrifiés. Il faut qu'EDF privilégie pour le futur une gestion de moyen et long terme favorable aux usagers et aux salariés.

Ré-internalisation d'activités « cœur de métier », reconnaissance de l'expertise technique, passages de témoins entre le personnel expérimenté et les nouveaux arrivants, développement du tissu industriel des territoires où le groupe EDF est présent, achats en mieux-disance favorisant le développement local, actions fortes vers les usagers... voilà ce dont nous avons besoin !

Il faut arrêter d'imposer aux filiales l'unique objectif de remontées de dividendes à la maison mère. Cela les amène parfois à être en opposition avec l'intérêt du groupe. Il est urgent de redonner du sens au travail bien fait dans le groupe, plutôt qu'au travail vite fait et trop souvent mal fait.

Le développement en France et à l'international

Stop à la politique des paris : il faut des projets qui appor-



Redonner du sens au travail bien fait, plutôt qu'au travail vite fait et trop souvent mal fait

teront de l'activité aux équipes techniques du groupe EDF, excluant des projets purement financiers ou à risques élevés pour l'ensemble du Groupe. Le Conseil d'Administration n'est pas une table de jeu au moment où de belles perspectives pourraient se dessiner (hydraulique, nucléaire, EnR, services...)

Plus d'ambitions pour l'entreprise et ses salariés

Le groupe EDF, propriété de l'Etat, doit être au cœur de la transition énergétique en France, pour que celle-ci soit facteur de progrès pour la Nation, avec des garanties sociales de haut niveau pour tous ses salariés, quel que soit leur statut. EDF devra être exemplaire et attractif avec des repères collectifs forts, en lieu et place de systèmes individualisés de primes qui se développent et qui inéluctablement sont négatifs à long terme pour tous. En outre, en tant que 1^{er} énergéticien, EDF a une responsabilité particulière pour garantir le statut des IEG. La FNME CGT exige que celui-ci s'impose aux concurrents opportunistes, afin d'empêcher tout dumping social et revendique un Statut commun de l'Energéticien pour tous les salariés du secteur.

Face à des échéances cruciales pour EDF, avec notamment le projet de scission Hercule envisagé pour fin 2019, le score et le nombre d'AS CGT pèsera dans la balance : pas une voix ne doit manquer pour ces élections du 7 juin au 13 juin, à commencer par tous les syndiqués CGT et Ufct-CGT !

Pas une voix ne doit manquer, à commencer par tous les syndiqués